



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019-2020

NON AUDITÉ
PRÉSENTÉ AU BUREAU DE RÉGIE INTERNE

AU 31 DÉCEMBRE 2019

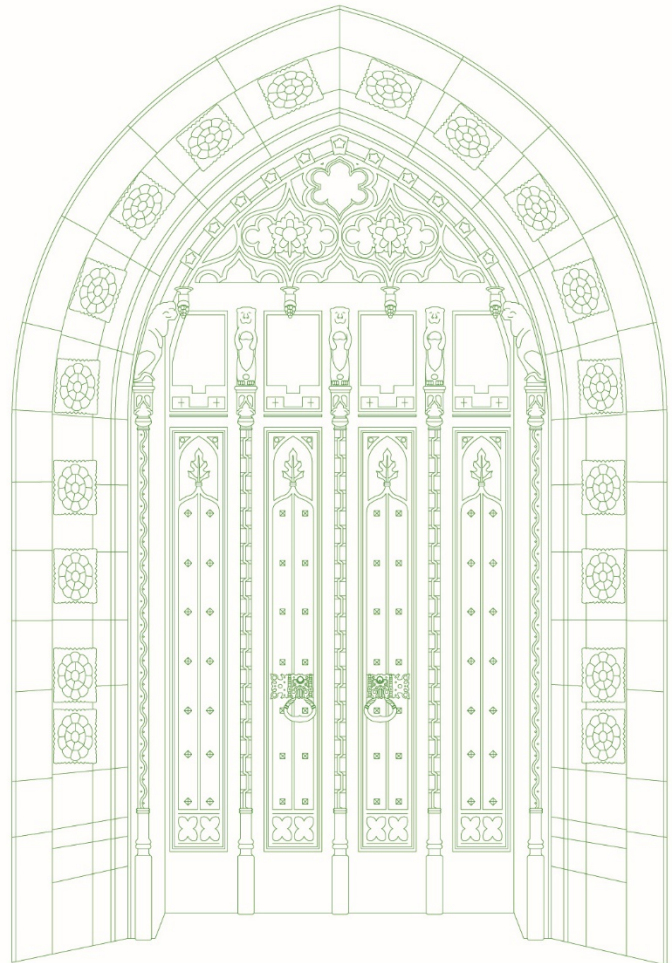


Table des matières

1. Introduction	2
2. Présentation	2
3. Risques corporatifs	2
4. Faits saillants des résultats trimestriels au 31 décembre	3
4.1 Analyse des autorisations	4
4.2 Analyse des dépenses	5
4.3 Utilisation du budget au 31 décembre	7

1. Introduction

Le *Rapport financier trimestriel* est présenté au Bureau de régie interne à l'appui d'une surveillance efficace des fonds publics. Il compare les renseignements financiers cumulatifs de l'exercice en cours (2019-2020 dans le cas présent) à ceux du même trimestre de l'exercice précédent (2018-2019 dans le cas présent).

Le présent rapport n'a pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen externe.

2. Présentation

Le présent rapport a été préparé en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses, conformément à la pratique utilisée dans les *Comptes publics du Canada*. Les autorisations comprennent le Budget principal des dépenses de la Chambre des communes et d'autres postes pour le même exercice, lesquels ont été approuvés par le Bureau de régie interne.

3. Risques corporatifs

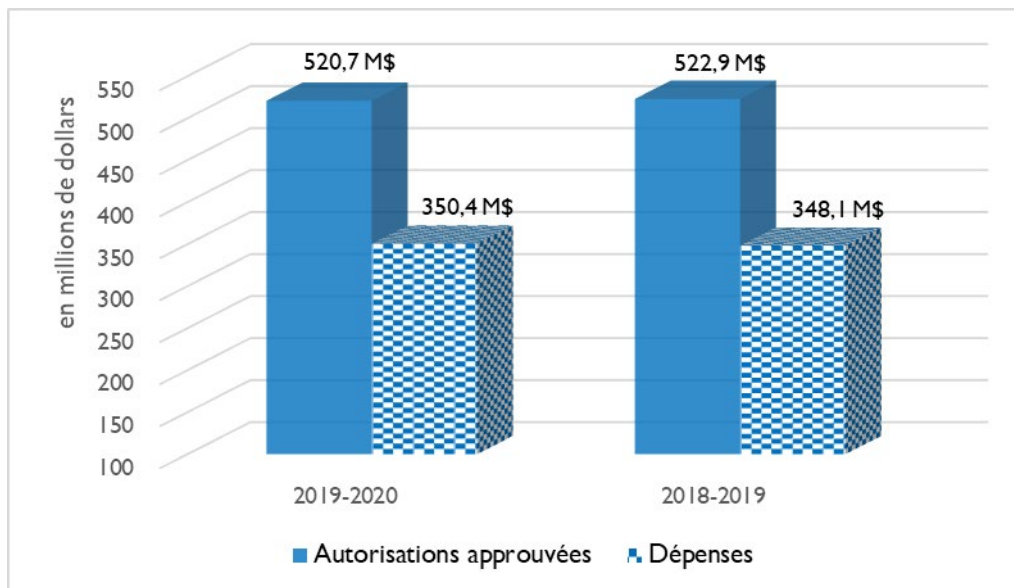
La capacité de l'Administration de la Chambre de réagir rapidement aux diverses pressions exercées sur ses clients, ses employés, son environnement ainsi que ses systèmes et technologies lui permet de donner suite aux initiatives en vertu de La vision et le plan à long terme (VPLT). L'Administration de la Chambre assure donc la disponibilité opérationnelle au moyen de stratégies définies et d'affectations de ressources connexes en vue de garantir une résilience opérationnelle, ainsi que le fonctionnement efficace et ininterrompu de la Chambre des communes. De telles stratégies et affectations permettent des communications plus efficaces et efficaces avec les députés et leurs employés, ainsi qu'avec les employés de l'Administration de la Chambre.

Étant donné que la Chambre des communes est l'un des meilleurs employeurs au Canada, l'Administration de la Chambre cherche à renforcer l'importance de recruter du personnel qualifié et engagé, et d'assurer son maintien en poste, dans un marché du travail hautement concurrentiel, et ce, en concentrant ses efforts sur l'engagement des employés, la planification de la relève et la gestion du rendement.

4. Faits saillants des résultats trimestriels au 31 décembre

Le graphique suivant présente une comparaison entre les autorisations approuvées par le Bureau de régie interne pouvant être utilisées et les dépenses réelles au 31 décembre des exercices 2019-2020 et 2018-2019.

Graphique 1. Comparaison entre les autorisations approuvées et les dépenses réelles



Les autorisations totales ont légèrement diminué par rapport à 2018-2019, comparativement aux dépenses qui ont légèrement augmenté. La Chambre des communes vise continuellement à réduire au minimum, dans la mesure du possible, les demandes de financement supplémentaire, ce qui favorise une utilisation efficace des ressources et évite d'avoir à faire approuver des ressources supplémentaires. Toutefois, pour l'exercice en cours, la Chambre des communes est confrontée à une incertitude financière en raison de l'élection générale, qui a des répercussions directes sur les tendances des dépenses des députés, des agents supérieurs de la Chambre et de l'Administration de la Chambre. De plus, les augmentations liées au coût de la vie, qui incluent les paiements rétroactifs pour certains employés de l'Administration de la Chambre, seront financées à l'interne. Ces répercussions feront l'objet d'un suivi attentif et seront prises en considération tout au long de l'année lors des prises de décision concernant le financement.

4.1 Analyse des autorisations

Autorisations approuvées pour le trimestre se terminant le 31 décembre

Approuvées par le Bureau de régie interne à la fin du trimestre respectif.

Tableau 1. Comparaison des autorisations approuvées pour le trimestre se terminant le 31 décembre des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	112 139	120 174	(8 035)	(6,7)
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	41 418	39 834	1 584	4
Postes législatifs	Somme partielle	153 557	160 008	(6 451)	(4)
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	172 808	168 515	4 293	2,5
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	7 715	9 160	(1 445)	(15,8)
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	186 639	185 236	1 403	0,8
Postes non législatifs	Somme partielle	367 163	362 911	4 251	1,2
Total		520 720	522 919	(2 200)	(0,4)

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Pour 2019-2020, les autorisations totales approuvées de la Chambre des communes de 520,7 M\$ comprennent les postes suivants :

- un montant de 503,4 M\$ obtenu par l'intermédiaire du Budget principal des dépenses;
- un montant de 17,4 M\$ obtenu par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, les autorisations totales approuvées de la Chambre des communes pouvant être utilisées au cours de l'exercice 2019-2020 ont diminué de 2,2 M\$ (0,4 %) par rapport à 2018-2019. Les plus importants changements aux autorisations ont trait à une réduction de 9,3 M\$ pour les régimes de retraite des députés (comptes ARP et CRP), compensée par :

- un montant de 3,4 M\$ pour les augmentations liées au coût de la vie pour les députés et les agents supérieurs de la Chambre;
- un montant de 1,5 M\$ pour les augmentations économiques pour l'Administration de la Chambre;
- un montant de 1,4 M\$ pour l'augmentation du report de fonds;
- un montant de 0,6 M\$ pour les investissements importants.

4.2 Analyse des dépenses

Dépenses pour le trimestre se terminant le 31 décembre

Tableau 2. Comparaison des dépenses cumulatives pour le trimestre se terminant le 31 décembre des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	74 926	76 376	(1 450)	(1,9)
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	31 064	29 875	1 189	4
Postes législatifs	Somme partielle	105 989	106 251	(262)	(0,2)
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	107 298	109 141	(1 843)	(2)
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	2 005	3 563	(1 558)	(43,7)
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	135 110	129 105	6 005	4,7
Postes non législatifs	Somme partielle	244 413	241 809	2 604	1,1
Total		350 402	348 060	2 342	0,7

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Tableau 3. Comparaison des dépenses cumulatives par article courant pour le trimestre se terminant le 31 décembre des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Dépenses	2019-2020	2018-2019	Écart (\$)	Écart (%)
Salaires et avantages sociaux	286 293	283 580	2 712	1
Transport et télécommunications	22 148	28 712	(6 564)	(22,9)
Services de publicité et d'impression	6 039	6 496	(457)	(7)
Services professionnels et spéciaux	15 664	15 846	(182)	(1,2)
Locations et licences	10 749	11 375	(626)	(5,5)
Réparations et entretien	4 387	2 981	1 406	47,2
Services publics, fournitures et approvisionnements	6 366	7 753	(1 387)	(17,9)
Matériel informatique, matériel de bureau, mobilier et agencements	10 130	5 439	4 691	86,3
Paiements de transfert	396	551	(155)	(28,1)
Autres	767	940	(173)	(18,4)
Total des dépenses brutes	362 940	363 673	(733)	(0,2)
Moins les revenus affectés aux dépenses	(12 538)	(15 613)	3 075	(19,7)
Total des dépenses nettes	350 402	348 060	2 342	0,7

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Les dépenses de 2019-2020 ont augmenté de 2,3 M\$ (0,7 %) à la fin du mois de décembre par rapport à l'exercice précédent. Les plus importants changements aux dépenses par article courant sont expliqués ci-dessous.

Salaires et avantages sociaux

L'augmentation des dépenses en personnel de 2,7 M\$ en 2019-2020 est principalement attribuable à ce qui suit :

- l'embauche d'employés supplémentaires à l'appui des initiatives de la VPLT et des investissements importants, tels que l'informatique gérée au nom des circonscriptions, les services consultatifs offerts aux députés en tant qu'employeurs, ainsi que le soutien en personne offert aux députés et à leurs employés grâce aux centres de services multidisciplinaires sur place;
- l'augmentation de l'indemnité de session et des rémunérations supplémentaires des députés, conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, en raison des augmentations liées au coût de la vie;
- l'embauche d'employés supplémentaires pour l'Administration de la Chambre à l'appui des activités liées aux préparatifs électoraux, y compris le Programme d'orientation des députés.

Cette augmentation est compensée par :

- une diminution nette liée au coût de la vie en raison des paiements rétroactifs effectués en 2018-2019 pour les augmentations économiques des employés de l'Administration de la Chambre ainsi qu'une diminution des salaires des employés des députés en raison de l'élection générale.

Transport et télécommunications

La diminution de 6,6 M\$ est principalement attribuable à une diminution des frais de déplacement à la suite de l'élection générale, ainsi qu'à une diminution des dépenses de télécommunications en raison des différences dans le calendrier de paiements d'une année à l'autre.

Réparations et entretien

L'augmentation de 1,4 M\$ est principalement attribuable aux coûts liés à la VPLT et à l'entretien et au soutien de l'infrastructure des TI.

Services publics, fournitures et approvisionnements

La diminution de 1,4 M\$ est principalement attribuable à la réduction de la demande de services de traiteur et de la fréquentation des cafétérias et des restaurants pendant la dissolution, ainsi qu'à une réduction de la demande en matière de fournitures requises.

Matériel informatique, matériel de bureau, mobilier et agencements

L'augmentation de 4,7 M\$ est principalement attribuable aux coûts liés à la VPLT et aux investissements dans les activités liées à l'informatique gérée au nom des circonscriptions ainsi que dans l'infrastructure des TI.

Revenus

La diminution de 3,1 M\$ est principalement attribuable à une diminution des services fournis aux ministères fédéraux, comme Services publics et Approvisionnement Canada dans le cadre de la VPLT, ainsi qu'à une diminution des revenus provenant des services de traiteur, de la cafétéria et de la restauration en raison d'une réduction des activités pendant la dissolution.

4.3 Utilisation du budget au 31 décembre

Tableau 4. Utilisation du budget pour le trimestre se terminant le 31 décembre des exercices 2019-2020 et 2018-2019

(en milliers de dollars)

Type	Description	Autorisations de 2019-2020	Dépenses de 2019-2020	% des dépenses en 2019-2020	Autorisations de 2018-2019	Dépenses de 2018-2019	% des dépenses en 2018-2019
Postes législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	112 139	74 926	66,8	120 174	76 376	63,6
Postes législatifs	Régimes d'avantages sociaux des employés — Députés et agents supérieurs de la Chambre, et Administration de la Chambre	41 418	31 064	75	39 834	29 875	75
Postes législatifs	Somme partielle	153 557	105 989	69	160 008	106 251	66,4
Postes non législatifs	Députés et agents supérieurs de la Chambre	172 808	107 298	62,1	168 515	109 141	64,8
Postes non législatifs	Comités, associations parlementaires et échanges parlementaires	7 715	2 005	26	9 160	3 563	38,9
Postes non législatifs	Administration de la Chambre	186 639	135 110	72,4	185 236	129 105	69,7
Postes non législatifs	Somme partielle	367 163	244 413	66,6	362 911	241 809	66,6
Total		520 720	350 402	67,3	522 919	348 060	66,6

Remarque : Comme il s'agit de montants arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Au 31 décembre 2019, l'utilisation des autorisations a augmenté par rapport à l'exercice précédent, ne démontrant qu'une faible augmentation de 0,7 %.